

# Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Beloeil

Code géographique : 57040

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), CATHY GOYETTE, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.  
(Nom de l'organisme)

Date 2013-05-28 Signature \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2013-05-28 13:22:33

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de de la Ville de Beloeil et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Beloeil et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Beloeil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Comptables professionnels agréés

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2013-05-27

Dernière modification : 2013-05-28 13:22:33



## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

DATE \_\_\_\_\_

Dernière modification : 2013-05-28 13:22:33

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	28 242 799	28 886 100	29 631 227			29 631 227
Compensations tenant lieu de taxes	2	622 795	655 500	683 073			683 073
Quotes-parts	3					6 253 240	264 790
Transferts	4	1 001 210	1 239 300	2 244 539		1 000 132	3 244 671
Services rendus	5	1 610 704	1 538 900	1 732 508		1 901 631	3 587 035
Imposition de droits	6	1 865 887	1 481 500	1 687 604			1 687 604
Amendes et pénalités	7	769 633	672 200	760 448		542 692	1 303 140
Intérêts	8	168 007	100 000	231 912		38 528	270 440
Autres revenus	9	17 893		(1 152 073)		304 855	(958 191)
	10	34 298 928	34 573 500	35 819 238		10 041 078	39 713 789
<b>Investissement</b>							
Taxes	11	2 178 191					
Quotes-parts	12						
Transferts	13		1 490 700	906 388			906 388
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	3 664 038	1 556 000	1 277 890			1 277 890
Autres	15	5 694	6 035 000	118 156			118 156
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	5 847 923	9 081 700	2 302 434			2 302 434
	18	40 146 851	43 655 200	38 121 672		10 041 078	42 016 223
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	4 638 945	4 288 351	4 809 479	98 888	581 927	4 908 331
Sécurité publique	20	5 185 229	5 944 715	5 636 683	242 125	3 624 229	6 649 589
Transport	21	5 048 917	5 015 597	4 821 760	2 099 038	3 835 155	9 885 520
Hygiène du milieu	22	5 167 271	5 784 395	5 302 094	1 701 302	2 395 694	7 558 407
Santé et bien-être	23	1 840	2 280	1 641			1 641
Aménagement, urbanisme et développement	24	906 499	1 127 582	966 935	152 419	6 845	1 126 199
Loisirs et culture	25	4 281 936	5 434 680	4 886 003	523 691		5 409 694
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 865 699	1 895 800	1 929 203		229 654	2 158 857
Amortissement des immobilisations	28	4 560 527	4 562 664	4 817 463	(4 817 463)		
	29	31 656 863	34 056 064	33 171 261		10 673 504	37 698 238
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	8 489 988	9 599 136	4 950 411		(632 426)	4 317 985

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	8 489 988		9 599 136		4 950 411	(632 426)	4 317 985
Moins: revenus d'investissement	2	( 5 847 923 )	(	9 081 700 )	(	2 302 434 )	(	2 302 434 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	2 642 065		517 436		2 647 977	(632 426)	2 015 551
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Amortissement	4	4 560 527		4 562 664		4 817 463	1 206 366	6 014 457
Produit de cession	5	5 940		20 000		486 250	10 096	496 346
(Gain) perte sur cession	6	13 582				1 231 298	(1 977)	1 229 321
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	4 580 049		4 582 664		6 535 011	1 214 485	7 740 124
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	( 4 866 485 )	(	4 776 100 )	(	5 404 266 )	( 310 725 )	( 5 705 619 )
	18	(4 866 485)		(4 776 100)		(5 404 266)	(310 725)	(5 705 619)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	19	( 137 419 )	(	619 756 )	(	958 762 )	( 29 905 )	( 988 667 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	168 900					62 866	62 866
Excédent de fonctionnement affecté	21	218 191				210 661	6 472	217 133
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 975)		(324 000)		(349 975)	20 419	(329 556)
Montant à pourvoir dans le futur	23	(34 644)					(4 347)	(4 347)
Financement des investissements en cours	24							
	25	212 053		(943 756)		(1 098 076)	55 505	(1 042 571)
	26	(74 383)		(1 137 192)		32 669	959 265	991 934
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	2 567 682		(619 756)		2 680 646	326 839	3 007 485

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	5 847 923	9 081 700	2 302 434		2 302 434
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 74 634 )	( 218 550 )	( 127 513 )	( 3 131 )	( 130 644 )
Sécurité publique	3	( 20 257 )	( 6 350 )	( 31 743 )	( 42 839 )	( 74 582 )
Transport	4	( 3 788 742 )	( 3 494 900 )	( 2 946 300 )	( 23 972 )	( 2 970 272 )
Hygiène du milieu	5	( 4 627 314 )	( 6 912 000 )	( 3 277 047 )	( 99 800 )	( 3 376 847 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 3 939 102 )	( 15 901 700 )	( 957 766 )	( )	( 957 766 )
Loisirs et culture	8	( 2 208 032 )	( 4 389 900 )	( 2 953 821 )	( )	( 2 953 821 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 14 658 081 )	( 30 923 400 )	( 10 294 190 )	( 169 742 )	( 10 463 932 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 036 900	18 982 900	4 917 900		4 917 900
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	137 419	619 756	958 762	29 905	988 667
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16	286 000	1 377 000	1 727 000	42 961	1 769 961
Réserves financières et fonds réservés	17	324 780	1 481 800	1 481 800		1 481 800
	18	748 199	3 478 556	4 167 562	72 866	4 240 428
	19	(7 872 982)	(8 461 944)	(1 208 728)	(96 876)	(1 305 604)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(2 025 059)	619 756	1 093 706	(96 876)	996 830

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		Total consolidé <sup>1</sup>		
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés			
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	8 489 988		9 599 136		4 950 411	(632 426)	4 317 985		
Variation des immobilisations										
Acquisition	2	( 14 658 081 )	(	30 923 400	)	( 10 294 190 )	(	169 742	)	( 10 463 932 )
Produit de cession	3	5 940		20 000		486 250		10 096	496 346	
Amortissement	4	4 560 527		4 562 664		4 817 463		1 206 366	6 014 457	
(Gain) perte sur cession	5	13 582				1 231 298		(1 977)	1 229 321	
Réduction de valeur / Reclassement	6									
	7	(10 078 032)		(26 340 736)		(3 759 179)		1 044 743	(2 723 808)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8									
Variation des stocks de fournitures	9	(59 938)				(11 446)		3 386	(8 060)	
Variation des autres actifs non financiers	10	9 257				(764 070)		10 074	(753 996)	
	11	(50 681)				(775 516)		13 460	(762 056)	
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	12	(1 638 725)		(16 741 600)		415 716		425 777	832 121	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(43 020 782)				(44 659 507)		(2 129 910)	(46 766 218)	
Redressement aux exercices antérieurs	14									
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(43 020 782)				(44 659 507)		(2 129 910)	(46 766 218)	
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	16	(44 659 507)				(44 243 791)		(1 704 133)	(45 934 097)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>2011</u>		<u>2012</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	9 598 489	3 222 735	2 415 370	5 638 105
Placements temporaires	2			130 550	130 550
Débiteurs (note 5)	3	7 566 544	6 999 759	1 246 586	8 238 504
Prêts (note 6)	4	59 958	59 958		59 958
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	17 224 991	10 282 452	3 792 506	14 067 117
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires	11	9 496 000	1 137 000	28 315	1 165 315
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	5 839 652	7 784 770	1 195 044	8 971 973
Revenus reportés (note 11)	13	559 674	69 905	4 690	74 595
Dette à long terme (note 12)	14	45 911 386	45 359 574	3 941 355	49 287 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	77 786	174 994	327 235	502 229
	16	61 884 498	54 526 243	5 496 639	60 001 214
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	(44 659 507)	(44 243 791)	(1 704 133)	(45 934 097)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 13)	18	106 797 078	110 556 257	20 825 182	131 367 612
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19				
Stocks de fournitures	20	256 746	268 192	9 176	277 368
Autres actifs non financiers (note 15)	21	99 452	863 522	60 463	923 985
	22	107 153 276	111 687 971	20 894 821	132 568 965
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	4 607 542	4 648 742	1 520 764	6 169 506
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	3 637 910	3 714 237	770 338	4 484 575
Montant à pourvoir dans le futur	25 (	)	)	78 902 )	( 78 902 )
Financement des investissements en cours	26	(6 572 879)	(5 985 540)	94 661	(5 890 879)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	60 821 196	65 066 741	16 883 827	81 950 568
	28	62 493 769	67 444 180	19 190 688	86 634 868

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 489 988	4 950 411	(632 426)	4 317 985
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	4 560 527	4 817 463	1 206 366	6 014 457
Autres					
-	3				
-	4	13 582	1 231 298	(1 977)	1 229 321
	5	13 064 097	10 999 172	571 963	11 561 763
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	799 732	566 785	(203 403)	362 872
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	783 160	1 945 118	129 490	2 075 118
Revenus reportés	9	140 714	(489 769)	(1 549)	(491 318)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(29 629)	97 208	115 200	212 408
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(59 938)	(11 446)	3 386	(8 060)
Autres actifs non financiers	13	9 257	(764 070)	10 074	(753 996)
	14	14 707 393	12 342 998	625 161	12 958 787
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	14 658 081 ) (	10 294 190 ) (	169 742 ) (	10 463 932 )
Produit de cession	16	5 940	486 250	10 096	496 346
	17	(14 652 141)	(9 807 940)	(159 646)	(9 967 586)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20			(78 330)	(78 330)
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			(78 330)	(78 330)
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	6 036 900	4 917 900		4 917 900
Remboursement de la dette à long terme	24 (	4 983 699 ) (	5 513 251 ) (	310 725 ) (	5 814 604 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	6 342 000	(8 359 000)	28 315	(8 330 685)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 882	43 539		43 539
Autres					
-	27				
-	28				
	29	7 397 083	(8 910 812)	(282 410)	(9 183 850)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	7 452 335	(6 375 754)	104 775	(6 270 979)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	2 146 154	9 598 489	2 362 815	11 961 304
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice<sup>2</sup></b>	32	9 598 489	3 222 735	2 467 590	5 690 325

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Rémunération</b>	1	7 336 637	8 119 900	8 290 764	2 809 951	11 100 715
<b>Charges sociales</b>	2	1 932 801	2 337 300	1 999 663	736 669	2 736 332
<b>Biens et services</b>	3	8 168 374	9 530 200	8 795 178	5 664 821	14 422 267
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 350 124	1 444 872	1 378 194	154 008	1 532 202
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	14 259		10 882		10 882
D'autres tiers	7	313 407	425 028	260 857		260 857
Autres frais de financement	8	187 909	25 900	279 270	75 646	354 916
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	7 031 374	7 078 500	6 770 947		6 715 24
Autres	10					
Autres organismes	11	453 809	523 700	494 504	26 043	520 547
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	4 560 527	4 562 664	4 817 463	1 206 366	6 014 457
<b>Autres</b>						
-	13	307 642	8 000	73 539		73 539
-	14					
-	15					
	16	31 656 863	34 056 064	33 171 261	10 673 504	37 698 238

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Budget 2012	Réalizations	
		2012	2011
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	29 631 227	28 242 799
Compensations tenant lieu de taxes	2	683 073	622 795
Quotes-parts	3	264 790	447 162
Transferts	4	4 151 059	3 978 564
Services rendus	5	3 587 035	3 147 388
Imposition de droits	6	1 687 604	1 865 887
Amendes et pénalités	7	1 303 140	1 227 716
Intérêts	8	270 440	202 049
Autres revenus	9	437 855	3 690 086
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	42 016 223	43 424 446
<b>Charges</b>			
Administration générale	12	4 908 331	4 735 347
Sécurité publique	13	6 649 589	6 144 608
Transport	14	9 885 520	9 353 579
Hygiène du milieu	15	7 558 407	7 219 098
Santé et bien-être	16	1 641	1 840
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 126 199	975 601
Loisirs et culture	18	5 409 694	4 720 602
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 158 857	2 072 868
	21	37 698 238	35 223 543
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	4 317 985	8 200 903
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	82 316 883	74 115 980
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	82 316 883	74 115 980
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26	86 634 868	82 316 883

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalizations	
		2012	2011
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	4 317 985	8 200 903
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	( 10 463 932 )	( 14 892 083 )
Produit de cession	3	496 346	6 706
Amortissement	4	6 014 457	5 747 233
(Gain) perte sur cession	5	1 229 321	13 524
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(2 723 808)	(9 124 620)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(8 060)	(63 856)
Variation des autres actifs non financiers	10	(753 996)	(6 195)
	11	(762 056)	(70 051)
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	12	832 121	(993 768)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(46 766 218)	(45 772 450)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(46 766 218)	(45 772 450)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	16	(45 934 097)	(46 766 218)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	5 638 105	11 909 084
Placements temporaires	2	130 550	52 220
Débiteurs (note 5)	3	8 238 504	8 601 376
Prêts (note 6)	4	59 958	59 958
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<b>14 067 117</b>	<b>20 622 638</b>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	1 165 315	9 496 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	8 971 973	6 896 855
Revenus reportés (note 11)	13	74 595	565 913
Dette à long terme (note 12)	14	49 287 102	50 140 267
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	502 229	289 821
	16	<b>60 001 214</b>	<b>67 388 856</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)</b>	17	<b>(45 934 097)</b>	<b>(46 766 218)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 13)	18	131 367 612	128 643 804
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	277 368	269 308
Autres actifs non financiers (note 15)	21	923 985	169 989
	22	<b>132 568 965</b>	<b>129 083 101</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>86 634 868</b>	<b>82 316 883</b>
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 317 985	8 200 903
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 014 457	5 747 233
Autres			
-	3		
- Perte sur cession	4	1 229 321	13 524
	5	11 561 763	13 961 660
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	362 872	895 578
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 075 118	933 538
Revenus reportés	9	(491 318)	146 953
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	212 408	2 540
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(8 060)	(63 856)
Autres actifs non financiers	13	(753 996)	(6 195)
	14	12 958 787	15 870 218
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 10 463 932 )	( 14 892 083 )
Produit de cession	16	496 346	6 706
	17	(9 967 586)	(14 885 377)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(78 330)	
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(78 330)	
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	4 917 900	6 143 412
Remboursement de la dette à long terme	24	( 5 814 604 )	( 5 346 462 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(8 330 685)	6 342 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	43 539	1 882
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(9 183 850)	7 140 832
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(6 270 979)	8 125 673
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	11 961 304	3 835 631
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice<sup>1</sup></b>	32	5 690 325	11 961 304

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La ville de Beloeil est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c. C-19).

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

**A) Périmètre comptable et partenariat**

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité et, consolidés proportionnellement ligne par ligne, des organismes périmunicipaux faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants:

	<u>% détenu</u>
Corporation des loisirs de Beloeil :	100.00%
Corporation de développement économique régional de Beloeil	100.00%

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats non commerciaux auxquels elle participe. Cette consolidation se fait proportionnellement ligne par ligne.

La municipalité participe aux partenariats suivants:

	<u>% détenu</u>
Conseil intermunicipal de transport de la Vallée du Richelieu	21.43%
Régie intermunicipale du transport adapté de la Vallée du Richelieu	32.84%
Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de la Vallée du Richelieu	40.45%
Régie intermunicipale de l'eau de la Vallée du Richelieu	26.11%
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	10.87%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**B) Comptabilité d'exercice**

Les états financiers sont préparés selon la comptabilité d'exercice. Selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

**C) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette qui est la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode d'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Améliorations locatives:	6.67%
Infrastructures:	2.50% à 6.67%
Bâtiments:	2.50%
Véhicules:	5.00% à 10.00%
Ameublement & équipement de bureau:	10.00% à 20.00%
Machinerie, outillage & équipement:	5.00%

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements indiquent que la valeur comptable nette pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable nette d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède la valeur estimative des flux de trésorerie futurs non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable nette de l'actif à long terme à sa juste valeur.

**D) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

### **E) Avantages sociaux futurs**

#### **Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

#### **Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012 selon la méthode suivante : valeur liée au marché.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constatés en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**F) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.

**G) Autres éléments****Frais de refinancement**

Les frais de refinancement sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'émission.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public et le Manuel de la présentation financière municipale exigent que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les revenus et les charges présentés pendant l'exercice, les montants présentés au titre des actifs et des passifs, ainsi que l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	422 253	381 271
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	888 529	1 544 658
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	160	160
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 637 367	4 801 227
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	79 389	96 592
Organismes municipaux	8	398 398	338 875
Autres			
- Divers et avances au personnel	9	1 528 062	1 811 516
- Divers	10	706 599	8 348
	11	8 238 504	8 601 376
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	192 505	301 490
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	192 505	301 490
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	128 594	141 522
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17	59 958	59 958
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	59 958	59 958
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(502 229)	(289 821)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( )	( )
	27	<u>(502 229)</u>	<u>(289 821)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 485 017	1 163 164
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	35 217	21 740
Régimes de retraite des élus municipaux	32	35 278	38 633
	33	<u>1 555 512</u>	<u>1 223 537</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

<b>10. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	4 975 857	3 924 424
Salaires et avantages sociaux	38	2 316 533	1 458 310
Dépôts et retenues de garantie	39	1 243 949	987 282
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Canada	42	58 480	24 119
- Gouvernement du Québec	43	58 133	51 687
- Organismes municipaux	44	92 615	173 104
- Divers	45	2 489	2 329
- Intérêts dette à long terme	46	223 917	275 600
	47	<u>8 971 973</u>	<u>6 896 855</u>

**Note**

<b>11. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	9 000	41 742
Autres			
- Promoteurs et autres	50	49 498	502 799
- Régime de retraite des élus	51	16 097	21 372
	52	<u>74 595</u>	<u>565 913</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

						2012	2011
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,02	4,71	2013	2031	53	47 115 457	47 653 745
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,75	5,55	2013	2016	57	2 291 528	2 517 485
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,25	8,36	2013	2014	59	63 770	137 435
Autres	6,00	6,00	2013	2015	60	198 752	257 546
					61	49 669 507	50 566 211
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 382 405 )	( 425 944 )
					63	49 287 102	50 140 267

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2012					
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres						
2013	64	221 674	72	4 952 700	80	49 349	89	299 095	97	5 522 818
2014	65	230 812	73	4 759 300	81	16 814	90	314 178	98	5 321 104
2015	66	239 951	74	4 735 900	82		91	330 026	99	5 305 877
2016	67	249 089	75	4 481 900	83		92	272 204	100	5 003 193
2017	68	258 228	76	4 578 500	84		93	282 336	101	5 119 064
2018 et +	69	2 664 004	77	19 743 399	85		94	992 441	102	23 399 844
	70	3 863 758	78	43 251 699	86	66 163	95	2 490 280	103	49 671 900
Intérêts et frais accessoires					87	( 2 393 )			104	( 2 393 )
	71	3 863 758	79	43 251 699	88	63 770	96	2 490 280	105	49 669 507

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<b>13. Immobilisations</b>		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>			
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	106	34 769 063	134	1 980 805	161	572 297	188	36 177 571
Eaux usées	107	31 050 699	135	1 289 373	162		189	32 340 072
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	64 999 547	136	2 537 087	163	2 828 216	190	64 708 418
Autres	109	17 249 990	137	1 728 276	164	60 926	191	18 917 340
Réseau d'électricité	110		138		165		192	
Bâtiments	111	19 495 441	139	1 329 410	166	26 174	193	20 798 677
Améliorations locatives	112	7 484	140	1 544	167		194	9 028
Véhicules	113	898 643	141	38 105	168	178 983	195	757 765
Ameublement et équipement de bureau	114	1 078 593	142	206 011	169	57 106	196	1 227 498
Machinerie, outillage et équipement divers	115	8 307 520	143	189 742	170	489 252	197	8 008 010
Terrains	116	6 457 673	144	819 080	171	1 629 700	198	5 647 053
Autres	117		145		172		199	
	118	<u>184 314 653</u>	146	<u>10 119 433</u>	173	<u>5 842 654</u>	200	<u>188 591 432</u>
Immobilisations en cours	119	<u>158 009</u>	147	<u>344 499</u>	174		201	<u>502 508</u>
	120	<u>184 472 662</u>	148	<u>10 463 932</u>	175	<u>5 842 654</u>	202	<u>189 093 940</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	121	13 186 372	149	854 919	176	572 297	203	13 468 994
Eaux usées	122	7 241 254	150	776 268	177		204	8 017 522
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	19 089 672	151	2 198 519	178	2 828 216	205	18 459 975
Autres	124	3 837 596	152	773 747	179	60 926	206	4 550 417
Réseau d'électricité	125		153		180		207	
Bâtiments	126	6 536 504	154	463 915	181	26 175	208	6 974 244
Améliorations locatives	127	50 959	155	13 747	182		209	64 706
Véhicules	128	511 935	156	97 212	183	161 691	210	447 456
Ameublement et équipement de bureau	129	422 324	157	141 616	184	57 106	211	506 834
Machinerie, outillage et équipement divers	130	4 952 242	158	694 514	185	410 576	212	5 236 180
Autres	131		159		186		213	
	132	<u>55 828 858</u>	160	<u>6 014 457</u>	187	<u>4 116 987</u>	214	<u>57 726 328</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	133	<u>128 643 804</u>					215	<u>131 367 612</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	216	385 561	219	18 859	221	108 386	223	296 034
Amortissement cumulé	217	(253 642)	220	(64 863)	222	(100 267)	224	(218 238)
Valeur comptable nette	218	<u>131 919</u>					225	<u>77 796</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
<b>14. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	226	
Immeubles industriels municipaux	227	
Autres	228	
	229	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	

**Note**

<b>15. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	232	894 788	99 337
Frais reportés			
-	233	29 197	70 652
-	234		
	235	923 985	169 989

**Note****16. Obligations contractuelles**

La municipalité a reconduit pour un an le contrat de cueillette, transport et élimination des déchets domestiques échéant en décembre 2013 pour un montant incluant les taxes de 1 699 000\$.

La municipalité s'est engagée à verser jusqu'en 2015 un montant annuel à l'Association "Les Pirates du Richelieu" afin d'aider à pourvoir au remboursement de capital et d'intérêts d'un emprunt (voir note 17); les versements effectués par la municipalité en 2012 totalisent 18 200\$ (17 400\$ en 2011). Les versements annuels sont partagés entre les municipalités participantes au projet, sur la base du nombre de joueurs provenant de chaque municipalité.

La municipalité s'est engagée à verser jusqu'en juin 2016 un montant, incluant les taxes, de 436 000\$ pour un contrat de services professionnels en matière de technologie de l'information. Les versements s'élèvent à environ 109 000\$ par an.

La municipalité s'est engagée à verser jusqu'en décembre 2014 un montant total de 203 000\$ pour un contrat de services professionnels en évaluation. Les versements s'élèvent à 101 000\$ en 2013 et 102 000\$ en 2014.

La municipalité s'est engagée à verser à la municipalité de McMasterville la somme estimative de 32 000\$ par année sur une période de 20 ans se terminant en 2027 pour le partage des coûts de la dette à long terme de la construction d'un terrain synthétique. Le partage des coûts de la dette à long terme varient en fonction du nombre de joueurs de soccer inscrits résident à Beloeil.

La municipalité s'est engagée à verser à la municipalité de McMasterville la somme estimative de 21 000\$ par année sur une période de 20 ans se terminant en 2033 pour le partage des coûts de la dette à long terme de la construction d'un second terrain

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

synthétique. Le partage des coûts de la dette à long terme varient en fonction du nombre de joueurs de soccer inscrits résident à Beloeil.

La municipalité s'est engagée à verser à la municipalité de Mont-Saint-Hilaire la somme estimative de 20 000\$ par année sur une période de 20 ans se terminant en 2030 pour le partage des coûts de la dette à long terme de la construction d'un terrain synthétique. Le partage des coûts de la dette à long terme varient en fonction du nombre de joueurs de soccer inscrits résident à Beloeil.

La municipalité s'est engagée à travers divers contrats dont les quantités sont variables à verser au cours des 5 prochaines années un montant total estimé à 960 000\$, et répartis comme suit:

- 2013	468 000\$
- 2014	345 000\$
- 2015	115 000\$
- 2016	18 000\$
- 2017	14 000\$

Le 2 juillet 2009, la municipalité a signé une entente avec le Centre de Gestion de l'Équipement Roulant (CGER). L'entente est valide pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 1er juillet 2014. Selon cette entente, la municipalité effectue la location de véhicules ''clé en main'' auprès de CGER. L'entretien des véhicules appartenant à la municipalité est également effectué par le CGER. En vertu de cette entente les coûts de location prévu pour 2013 sont estimés à 1 130 000\$ (incluant les taxes).

La quote-part de la municipalité des divers contrats en vertu desquels la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent, s'est engagée, pour les 5 prochains exercices totalise 77 700\$. La quote-part annuelle de la municipalité se détaille comme suit:

	Location d'équipement	Location bâtiments
2013	14 200\$	31 510\$
2014	12 230\$	12 410\$
2015	5 150\$	0\$
2016	2 200\$	0\$
2017	0\$	0\$

## 17. Éventualités

### a) Cautionnement et garantie

La municipalité s'est portée garante pour un maximum de 100 000\$ d'un emprunt contracté par une agence de garde "le centre de la petite enfance Joujou inc." Au 31 décembre 2012 le solde de l'emprunt s'élève à 366 700\$.

En vertu d'une résolution datée du 25 juin 2003, la municipalité s'est portée garante pour un maximum de 450 000\$ d'un emprunt qui a été contracté en juin 2004 par l'Association de football les Pirates du Richelieu pour l'aménagement d'un terrain de football et la construction d'un bâtiment. Le bâtiment qui appartient à l'Association de football les Pirates du Richelieu, qui en a la responsabilité, est construit sur un terrain appartenant à la commission scolaire des Patriotes qui fait l'objet d'un bail emphytéotique de 25 ans avec une option de 25 ans additionnels entre la commission scolaire des Patriotes et la municipalité de Beloeil. Au 31 décembre 2012, le solde de l'emprunt s'élève à 65 100\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

---

Tout paiement pouvant résulter de ces garanties serait imputé à l'exercice alors en cours.

**b) Auto-assurance**

La municipalité pratique l'auto-assurance pour la maladie court terme de certaines catégories de son personnel. Aucune provision, ni réserve n'a été prise au 31 décembre 2012.

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent pratique l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

**c) Poursuites**

La municipalité a reçu une requête introductive d'instance relativement à un projet de construction d'un centre multifonctionnel et de la réfection d'un aréna en partenariat public privé (PPP). Aucun passif éventuel n'a été comptabilisé en date du 31 décembre 2012 puisque l'issue de cette poursuite de 10 192 150\$, est indéterminable selon la municipalité. La municipalité ayant des arguments sérieux à faire valoir à l'encontre de cette poursuite.

Dans le cours normal des activités, la municipalité fait l'objet de diverses réclamations totalisant 424 000\$. Bien qu'il soit impossible de prédire avec certitude l'issue des poursuites non réglées ou en suspens au 31 décembre 2012, le service juridique de la municipalité est d'avis que leur règlement n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière, les résultats ni les flux de trésorerie de la municipalité.

Dans le cours de leurs activités la municipalité et la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent font l'objet de griefs formulés par les employés.

Au 31 décembre 2012, aucune provision relativement à ces causes n'est inscrite aux livres. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

**d) Autres**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**18. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**19. Données budgétaires**

Les données budgétaires présentés n'ont pas été audités et ne sont pas couvertes par le rapport de l'auditeur.

---

**20. Emprunts temporaires**

Les emprunts temporaires de la municipalité au montant autorisé de 1 137 000\$ portent intérêts au taux de base. Soit: 3.00% au 31 décembre 2012.

---

**21. Chiffres Comparatifs**

Certains chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 6 169 506	5 831 880
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 4 484 575	4 510 554
Montant à pourvoir dans le futur	3 ( 78 902 ) (	83 250 )
Financement des investissements en cours	4 (5 890 879)	(6 381 342)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 81 950 568	78 439 041
	6 86 634 868	82 316 883

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Éventualités	7 125 000	125 000
- Fonds de roulement	8 500 000	920 000
- Informatique et Bâtiments	9 300 000	577 000
- Équipements de parcs	10 800 000	800 000
- Poursuites et Pyrites	11 309 531	32 882
- Infrastructure	12 329 761	350 000
- Réfection des routes	13 700 843	200 842
- Élection	14 120 000	40 000
- Remboursement de la dette	15 260 000	102 100
	16 3 445 135	3 147 824

Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés

- Éventualités	17	281 703
- Autres	18	249 704
-	19	
	20	531 407

Réserves financières

- 88-06	21	189 850
- 89-06	22 111 135	92 605
-	23	
-	24	
-	25	
	26 111 135	282 455

Fonds réservés

Fonds de roulement	27 88 513	57 101
Fonds parcs et terrains de jeux	28 8 535	24 965
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 539 597	131 631
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 264 261	318 411
Autres		
- Fonds pour stationnements	34 27 399	16 760
-	35	
-	36	
-	37	
	38 928 305	548 868
	39 4 484 575	4 510 554

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Montant à pourvoir dans le futur</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( 107 919 ) ( )	( 114 331 )
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( )
Autres	45 ( (29 017) ) ( )	( (31 081) )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Autres		
-	48 ( ) ( )	( )
-	49 ( ) ( )	( )
	50 ( 78 902 ) ( )	( 83 250 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	51 1 478 317	1 230 153
Investissements à financer	52 ( 7 369 196 ) ( )	( 7 611 495 )
	53 (5 890 879)	(6 381 342)
<b>Investissement net dans les éléments à long terme</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 131 367 612	128 643 804
Propriétés destinées à la revente	55	
Prêts	56 59 958	59 958
Placements à titre d'investissement	57	
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 131 427 570	128 703 762
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 49 287 102	50 140 267
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 382 405	425 944
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 ( 192 505 ) ( )	( 301 490 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 ( ) ( )	( )
	64 49 477 002	50 264 721
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66 49 477 002	50 264 721
	67 81 950 568	78 439 041

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>4</u>	2 <u>          </u>	3 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

1) La municipalité offre à la majorité de ses employés un Régime de retraite contributif à prestations déterminées.

Les prestations prévues au titre du régime de retraite sont principalement en fonction du nombre d'années de service et du salaire carrière.

L'évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2010 fixe la cotisation patronale annuelle nécessaire pour le service courant pour les années 2011 à 2013 à 8,2% de la masse salariale pour les cadres et non-syndiqués et à 11,8% de la masse salariale pour les cols blancs et les cols bleus. Les employés, pour leur part, doivent cotiser 6,0% de leur salaire admissible. De plus, des versements annuels d'amortissement sont requis pour capitaliser les divers déficits actuariels. Sur une base annuelle, cette cotisation est de 360 556\$ pour 2011 et de 310 552\$ en 2012 et 2013.

2) La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent offre les Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications.

1. Date d'entrée en vigueur du régime: Le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipé

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C de règlement du régime. Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de retraite. (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de retraite pour les employés de bureaux et les préposés aux communications)

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications)

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute autre raison que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès après la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, tels que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieurs au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: Les créances de rente sont indexés après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (exception pour les employés de

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

bureaux et préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6,50% au taux de rendement obtenue sur le placement de l'actif du régime. déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures).

9. Règle du 50% (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

a) Cotisations salariales:

Pour les années de services reconnus antérieurs au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.5% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut pas être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre de services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8.65% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (289 821)	(287 282)
Charge de l'exercice	5 ( 1 485 017 )	( 1 163 164 )
Cotisations versées par l'employeur	6 1 272 609	1 160 625
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(502 229)</u>	<u>(289 821)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 23 704 306	22 649 903
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 29 331 794 )	( 27 593 109 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 <u>(5 627 488)</u>	<u>(4 943 206)</u>
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 5 125 259	4 653 385
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (502 229)	(289 821)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(502 229)</u>	<u>(289 821)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>4</u>	<u>4</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 23 704 306	22 649 903
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 29 331 794 )	( 27 593 109 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(5 627 488)</u>	<u>(4 943 206)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 274 646	1 322 586
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 467 278	
	21 <u>1 741 924</u>	<u>1 322 586</u>
Cotisations salariales des employés	22 ( 1 071 772 )	( 681 405 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24 670 152	641 181
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 466 375	317 511
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 136 527</u>	<u>958 692</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 671 781	1 548 263
Rendement espéré des actifs	34 ( 1 323 291 )	( 1 343 791 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>348 490</u>	<u>204 472</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 485 017</u>	<u>1 163 164</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 289 439	96 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 1 323 292 )	( 1 343 791 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (33 853)	(1 247 391)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 52 534	(560 095)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 622 485	1 050 995
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 23 569 652	22 203 554
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 12	11
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( )	( )
Charge de l'exercice	58 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	( ) ( )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 2

**Description des régimes et autres renseignements**

Conditionnellement à une contribution équivalente, la municipalité convient de contribuer à un compte REER pour et au nom de chacun des pompiers à temps partiel un montant maximum équivalent à 5,5% du salaire admissible pour l'exercice 2012. Le taux de cotisation atteindra 6% en 2014.

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	<u>35 217</u>	<u>21 740</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>34</u>	<u></u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	<u>10 258</u>	<u>9 852</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	35 278	38 633
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>35 278</u>	<u>38 633</u>
98	<u>35 278</u>	<u>38 633</u>

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2012**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	49 669 507
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	7 369 196
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	192 505
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	534 359
Autres		
- Revenus reportés	11	19 210
- Surplus affectés	12	260 000
Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	56 032 629
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	14	
Endettement net à long terme	15	56 032 629
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	16	378 445
Communauté métropolitaine	17	188 145
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	56 599 219
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	56 599 219
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	20 663 800	20 941 274	20 941 274	20 194 611
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	700	721	721	721
	9	20 664 500	20 941 995	20 941 995	20 195 332
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 516 700	2 510 338	2 510 338	2 312 047
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	2 193 700	2 206 204	2 206 204	2 376 944
Matières résiduelles	13	1 693 000	1 684 521	1 684 521	1 314 109
Autres					
-Protection envir. et recyclage	14	463 800	462 741	462 741	536 393
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17		84 812	84 812	83 310
Service de la dette	18	1 354 400	1 740 616	1 740 616	1 424 664
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	8 221 600	8 689 232	8 689 232	8 047 467
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	8 221 600	8 689 232	8 689 232	8 047 467
	26	28 886 100	29 631 227	29 631 227	28 242 799

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	199 400	206 605	194 838
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	427 800	448 426	400 215
	35	627 200	655 031	595 053
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	300	51	276
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	2 100	2 135	2 108
	40	2 400	2 186	2 384
	41	629 600	657 217	597 437
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	42	25 175	25 131	24 661
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	725	725	697
Taxes d'affaires	44			
	45	25 900	25 856	25 358
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	655 500	683 073	622 795

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TRANSFERTS</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	53			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	32 400	32 459	4 111
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		414 135	637 560
Transport adapté	62		104 368	161 603
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67		481 629	
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	34 300	31 609	28 325
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	29 600	24 170	12 980
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	200 000	1 131 994	291 447
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85	800	1 122	867
Autres	86			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	87	36 100	68 320	53 307
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	63 000	61 783	64 808
Autres	89			
<b>Réseau d'électricité</b>	90			
	91	396 200	1 351 457	1 255 008

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	92			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	93			
Sécurité incendie	94			9 000
Sécurité civile	95			
Autres	96			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	568 000	426 050	426 050
Traitement des eaux usées	109			726 364
Réseaux d'égout	110	606 000	480 338	480 338
Réseaux d'égout	110	606 000	480 338	430 518
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	96 700		
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			1 007 605
Autres	125			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	126			2 805
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			1 899
Autres	128	220 000		
<b>Réseau d'électricité</b>	129			
	130	1 490 700	906 388	906 388
				2 178 191

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2012</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2011</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	843 100	893 082	893 082
Programme d'aide financière aux MRC	137			545 365
Autres	138			
	139	843 100	893 082	893 082
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	140	2 730 000	3 150 927	4 151 059
				3 978 564



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	259 700	262 305	254 586
Sécurité incendie	146	10 000	164 636	40 481
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	269 700	426 941	295 067
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151		3 755	15 211
Autres	152			
Transport collectif	153		203 047	131 779
Autres	154			182 068
	155		3 755	329 058
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		26 202	26 711
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168		26 202	26 711
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	269 700	430 696	650 836

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	183	27 000	29 044	31 244
Sécurité publique	184	123 100	140 627	165 532
Transport				
Réseau routier	185	172 600	181 271	123 842
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		1 302 561	1 041 788
Transport adapté	187		41 395	83 189
Transport scolaire	188			
Autres	189		164 607	81 070
Autres	190	47 600	9 305	64 160
Hygiène du milieu	191	7 500	8 556	7 684
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	31 400	47 542	59 548
Loisirs et culture	194	860 000	885 467	838 495
Réseau d'électricité	195			
	196	1 269 200	1 301 812	2 496 552
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	197	1 538 900	1 732 508	3 147 388
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	198	64 500	71 977	81 545
Droits de mutation immobilière	199	1 415 500	1 615 627	1 780 206
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201	1 500		4 136
	202	1 481 500	1 687 604	1 865 887
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	203	672 200	760 448	1 227 716
<b>INTÉRÊTS</b>	204	100 000	231 912	202 049
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		(1 231 298)	(13 524)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208	1 556 000	1 277 890	3 664 038
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210	910 000		
Autres	211	5 125 000	197 381	39 572
	212	7 591 000	243 973	3 690 086

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2012	2011
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	469 700	411 720	4 148	415 868	415 866	407 649
Application de la loi	2	540 159	474 729	2 892	477 621	477 621	437 813
Gestion financière et administrative	3	2 075 235	1 747 558	53 468	1 801 026	1 801 009	1 658 692
Greffe	4	461 607	412 511	4 337	416 848	416 840	407 108
Évaluation	5	231 934	221 716		221 716	221 716	144 481
Gestion du personnel	6	500 594	460 438	1 454	461 892	461 882	423 183
Autres	7	9 122	1 080 807	32 589	1 113 396	1 113 397	1 256 421
	8	4 288 351	4 809 479	98 888	4 908 367	4 908 331	4 735 347
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	3 457 110	3 148 312	125 744	3 274 056	4 044 837	3 848 499
Sécurité incendie	10	2 172 422	2 164 786	101 844	2 266 630	2 266 630	2 016 756
Sécurité civile	11	3 877	26 548	14 537	41 085	41 085	40 440
Autres	12	311 306	297 037		297 037	297 037	238 913
	13	5 944 715	5 636 683	242 125	5 878 808	6 649 589	6 144 608
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 772 197	1 986 505	1 145 525	3 132 030	3 132 030	3 113 550
Enlèvement de la neige	15	836 106	972 111	49 164	1 021 275	1 021 275	865 903
Éclairage des rues	16	337 441	309 414	268 761	578 175	578 175	529 327
Circulation et stationnement	17	213 678	250 603	635 035	885 638	885 638	1 069 827
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 856 175	1 303 127	553	1 303 680	4 155 581	3 774 419
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21					112 821	553
	22	5 015 597	4 821 760	2 099 038	6 920 798	9 885 520	9 353 579

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 244 391	1 110 196		1 110 196	994 900	965 614
Réseau de distribution de l'eau potable	24	549 066	780 643	653 690	1 434 333	1 434 333	1 364 877
Traitement des eaux usées	25	1 062 516	937 230		937 230	1 607 538	1 611 735
Réseaux d'égout	26	517 427	622 522	884 681	1 507 203	1 507 202	1 505 570
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 874 102	1 381 504		1 381 504	1 381 504	1 128 305
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	461 748	393 210	142 750	535 960	535 960	520 505
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	75 145	57 284		57 284	57 284	46 561
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37			20 181	20 181	20 181	40 527
Protection de l'environnement	38		19 505		19 505	19 505	35 404
Autres	39						
	40	5 784 395	5 302 094	1 701 302	7 003 396	7 558 407	7 219 098
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	2 280	1 641		1 641	1 641	1 840
	44	2 280	1 641		1 641	1 641	1 840
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	724 670	607 809	38 105	645 914	645 914	666 850
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46			33 837	33 837	33 837	31 416
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	402 912	359 126	78 364	437 490	437 490	274 156
Tourisme	49						
Autres	50					6 845	
Autres	51			2 113	2 113	2 113	3 179
	52	1 127 582	966 935	152 419	1 119 354	1 126 199	975 601

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 399 978	1 180 123	3 978	1 184 101	1 184 101	986 245
Patinoires intérieures et extérieures	54	789 400	616 653		616 653	616 653	556 667
Piscines, plages et ports de plaisance	55	339 264	272 412		272 412	272 412	297 028
Parcs et terrains de jeux	56	1 197 085	1 249 511		1 249 511	1 249 511	1 084 858
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	80 550	84 768		84 768	84 768	81 149
Autres	59	40 916	37 500	392 021	429 521	429 521	313 365
	60	3 847 193	3 440 967	395 999	3 836 966	3 836 966	3 319 312
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	240 915	223 642		223 642	223 642	200 244
Bibliothèques	62	1 169 365	899 991	72 238	972 229	972 229	924 937
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	177 207	321 403		321 403	321 403	223 258
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65			55 454	55 454	55 454	52 851
	66	1 587 487	1 445 036	127 692	1 572 728	1 572 728	1 401 290
	67	5 434 680	4 886 003	523 691	5 409 694	5 409 694	4 720 602
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 866 200	1 513 773		1 513 773	1 667 781	1 699 545
Autres frais	70	3 700	136 160		136 160	136 160	145 537
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		273 934		273 934	348 488	204 472
Autres	72	25 900	5 336		5 336	6 428	23 314
	73	1 895 800	1 929 203		1 929 203	2 158 857	2 072 868
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	74	4 562 664	4 817 463	( 4 817 463 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la Ville de Beloeil (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Comptables professionnels agréés

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2013-05-27

Dernière modification avant dépôt : 2013-05-28 13:22:33

Dernière modification : 2013-05-28 13:22:33

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		29 642 719
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	11 492	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/> 11 492
<b>Revenus de taxes</b>	11		<hr/> 29 631 227

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	29 631 227
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>29 631 227</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 938 166		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	84 812		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10	<u>3 022 978</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>26 608 249</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 <sup>2</sup>	1	<u>2 031 034 600</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2012 <sup>2</sup>	2	<u>2 082 066 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 056 550 700</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>26 608 249</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 056 550 700</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2012</b>	6	1   ,   2   9   3   8   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 443 000	1 980 805	1 487 187
Usines de traitement de l'eau potable	2		5 860	14 160
Usines et bassins d'épuration	3		93 940	47 466
Conduites d'égout	4	3 257 000	1 289 373	3 140 294
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	18 958 600	2 836 831	3 520 192
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		72 957	95 261
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 225 300	1 545 148	2 552 416
Autres infrastructures	11	94 000	71 979	218 517
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	10 000	1 289 494	16 109
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 348 300	20 049	1 433 495
Améliorations locatives	15		1 544	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	18 700	19 246	118 643
Ameublement et équipement de bureau	18	290 600	189 337	128 756
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 000	159 890	69 681
Terrains	20	256 400	819 081	2 049 906
Autres	21	16 500		
	22	30 923 400	10 294 190	14 892 083

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		1 772 773	995 379
Usines de traitement de l'eau potable	24		5 860	14 160
Usines et bassins d'épuration	25		93 940	47 466
Conduites d'égout	26		702 579	611 363
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		208 032	491 808
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30		586 794	2 528 931
	31		3 270 178	4 689 107

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	47 653 745	4 917 900	5 456 188	47 115 457
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	2 517 485		225 957	2 291 528
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	137 435		73 665	63 770
Autres	6	257 546		58 794	198 752
	7	50 566 211	4 917 900	5 814 604	49 669 507
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	8 903 112	722 600	443 728	9 181 984
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	41 361 609	4 195 300	5 261 891	40 295 018
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	50 264 721	4 917 900	5 705 619	49 477 002
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	301 490		108 985	192 505
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	301 490		108 985	192 505
Prêts	19				
	20	301 490		108 985	192 505
	21	50 566 211	4 917 900	5 814 604	49 669 507
Dettes en cours de refinancement	22	( )		( )	
	23	50 566 211	4 917 900	5 814 604	49 669 507

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2012</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2012</b>	<b>Réalisations 2011</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	583 400	588 350	571 387
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	3 005 100	3 005 112	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 424 700	1 099 751	
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	2 023 100	2 035 274	34 637
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			20 221
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	42 200	42 460	42 158
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	7 078 500	6 770 947	668 403



**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	32,00	32,50	2 650 747	639 002	3 289 749
Professionnels	2					
Cols blancs	3	42,00	32,50	1 893 579	456 476	2 350 055
Cols bleus	4	64,00	40,00	2 731 355	658 435	3 389 790
Policiers	5					
Pompiers	6	13,00	40,00	789 582	190 341	979 923
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	151,00		8 065 263	1 944 254	10 009 517
Élus	9	9,00		238 559	58 907	297 466
	10	160,00		8 303 822	2 003 161	10 306 983

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12			
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14			

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement			Amortissement des immobilisations			Charges			Services rendus			Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+		=		-		=							
<b>Administration générale</b>																
Application de la loi	1	474 729	27	2 892	53	477 621	79	2 820	105	474 801	131					
Évaluation	2	221 716	28		54	221 716	80	1 150	106	220 566	132					
Autres	3	4 113 034	29	95 996	55	4 209 030	81	25 074	107	4 183 956	133			222 501		
	4	4 809 479	30	98 888	56	4 908 367	82	29 044	108	4 879 323	134			222 501		
<b>Sécurité publique</b>																
Police	5	3 148 312	31	125 744	57	3 274 056	83	262 305	109	3 011 751	135					
Sécurité incendie	6	2 164 786	32	101 844	58	2 266 630	84	305 263	110	1 961 367	136			57 470		
Sécurité civile	7	26 548	33	14 537	59	41 085	85		111	41 085	137					
Autres	8	297 037	34		60	297 037	86		112	297 037	138					
	9	5 636 683	35	242 125	61	5 878 808	87	567 568	113	5 311 240	139			57 470		
<b>Transport</b>																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	1 986 505	36	1 145 525	62	3 132 030	88	159 250	114	2 972 780	140			664 603		
Enlèvement de la neige	11	972 111	37	49 164	63	1 021 275	89	25 776	115	995 499	141			12 243		
Autres	12	560 017	38	903 796	64	1 463 813	90		116	1 463 813	142					
Transport collectif	13	1 303 127	39	553	65	1 303 680	91		117	1 303 680	143					
Autres	14		40		66		92		118		144			55 375		
	15	4 821 760	41	2 099 038	67	6 920 798	93	185 026	119	6 735 772	145			732 221		
<b>Hygiène du milieu</b>																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	1 110 196	42		68	1 110 196	94		120	1 110 196	146					
Traitement des eaux usées	17	780 643	43	653 690	69	1 434 333	95	17 861	121	1 416 472	147			231 268		
Réseaux d'égout	18	937 230	44		70	937 230	96		122	937 230	148			119 030		
Matières résiduelles	19	622 522	45	884 681	71	1 507 203	97		123	1 507 203	149			255 059		
Déchets domestiques et assimilés																
Matières recyclables	20	1 381 504	46		72	1 381 504	98		124	1 381 504	150					
Autres	21	450 494	47	142 750	73	593 244	99		125	593 244	151			704		
	22		48		74		100		126		152					
Cours d'eau	23		49	20 181	75	20 181	101		127	20 181	153			4 355		
Protection de l'environnement	24	19 505	50		76	19 505	102		128	19 505	154					
Autres	25		51		77		103		129		155					
	26	5 302 094	52	1 701 302	78	7 003 396	104	17 861	130	6 985 535	156			610 416		

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157		172	187	202		217			232		
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218			233		
Autres	159	1 641	174	189	1 641	204	219		1 641	234		
	160	1 641	175	190	1 641	205	220		1 641	235		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	607 809	176	38 105	191	645 914	206	32 774	221	613 140	236	147 219
Rénovation urbaine	162		177	33 837	192	33 837	207		222	33 837	237	
Promotion et développement économique	163	359 126	178	78 364	193	437 490	208		223	437 490	238	
Autres	164		179	2 113	194	2 113	209	14 768	224	(12 655)	239	
	165	966 935	180	152 419	195	1 119 354	210	47 542	225	1 071 812	240	147 219
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	3 440 967	181	395 999	196	3 836 966	211	769 184	226	3 067 782	241	118 454
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	899 991	182	72 238	197	972 229	212	55 189	227	917 040	242	32 911
Autres	168	545 045	183	55 454	198	600 499	213	61 094	228	539 405	243	8 011
	169	4 886 003	184	523 691	199	5 409 694	214	885 467	229	4 524 227	244	159 376
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	26 424 595	186	4 817 463	201	31 242 058	216	1 732 508	231	29 509 550	246	1 929 203

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		<b>2012</b>	<b>2011</b>
<b>Rémunération</b>	1	13 058	60 020
<b>Charges sociales</b>	2	3 498	16 082
<b>Biens et services</b>	3	10 103 432	14 395 227
<b>Frais de financement</b>	4	174 202	186 752
<b>Autres</b>	5		
	6	10 294 190	14 658 081

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

		2012	2011
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	4 607 542	5 073 824
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	4 607 542	5 073 824
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 680 646	2 567 682
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		(168 900)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(2 584 906)	(2 790 206)
Réserves financières et fonds réservés	8	(54 540)	(74 858)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	41 200	(466 282)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	4 648 742	4 607 542
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	3 147 823	861 808
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	3 147 823	861 808
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(210 661)	(218 191)
Activités d'investissement	17	(1 727 000)	(286 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	2 584 906	2 790 206
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	647 245	2 286 015
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	3 795 068	3 147 823
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	490 087	634 310
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	490 087	634 310
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	349 975	2 975
Activités d'investissement	27	(1 481 800)	(324 780)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	54 540	74 858
Financement des investissements en cours	29	506 367	102 724
	30	(570 918)	(144 223)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	(80 831)	490 087

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

	2012	2011
<b>Montant à pourvoir dans le futur</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( )	( 34 639 )
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( 34 639 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ( )	( )
Autres	40 ( )	( )
	41 ( )	( )
Diminution de l'exercice	42	34 639
	43	34 639
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	44 ( )	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	45 (6 572 879)	(4 445 096)
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 (6 572 879)	(4 445 096)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	48 1 093 706	(2 025 059)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49	
Excédent de fonctionnement affecté	50	
Réserves financières et fonds réservés	51	
	52 (506 367)	(102 724)
	53 587 339	(2 127 783)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	54 (5 985 540)	(6 572 879)
<b>Investissement net dans les éléments à long terme</b>		
Solde au début de l'exercice	55 60 821 196	51 913 574
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 60 821 196	51 913 574
Variation de l'exercice	58 4 245 545	8 907 622
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	59 65 066 741	60 821 196

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>1 580 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	920 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 18)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	126 392	2		3	4	506 367	5	98 400	6		7	534 359
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10	11		12		13		14	
	15	126 392	16		17	18	506 367	19	98 400	20		21	534 359



**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 □ 4 □ 6 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 0 □ 1 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 □ 7 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 □ 7 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 6 □ 9 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 □ 4 □ 6 □ 0 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	2 4 3  ,  0 0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	2 3 3  ,  0 0	\$
Matières résiduelles	5	1 9 6  ,  0 0	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
CONSOMMATION D'EAU (EXCEDENT)	,5502	7	PAR M.CUBE EXCEDENT DE 181.7 M.CUBE
ASSAINISSEMENT DES EAUX (EXCEDEN'	,1800	7	PAR M.CUBE EXCEDENT DE 408.9 M.CUBE
PISCINE	40,0000	4	
AMELIORATIONS LOCALES		2	TAUX VARIANT SELON LES REGLEMENTS
PROTECTION ENVIRONNEMENT ET REC	53,0000	7	PAR UNITE DE LOGEMENT

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	71 734 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 777, rue Laurier  
(no) (rue)  
Beloeil J3G 4S9  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 467-2835  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 464-5445  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.beloeil.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Cathy Goyette

Téléphone (450) 467-2835  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 464-5445  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.beloeil.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Moreau, Boisselle, Burelle et associés

Titre Comptable agréé

Adresse 4510, rue Papineau  
(no) (rue)  
Montréal H2H 1V1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rarbour@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Brunelle

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION**

Je , Cathy Goyette , atteste que le rapport financier consolidé de Beloil pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-05-27 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>4 317 985 \$</u>
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,2938 \$</u>

Date et heure de la dernière modification : 2013-05-28 13:22:33

Date de transmission au Ministère : 2013/05/28

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2012

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : Beloeil

---

**Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire**

**Québec** 



**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>							
Fonctionnement	1	34 298 928	34 573 500	35 819 238	10 041 078	39 713 789	
Investissement	2	5 847 923	9 081 700	2 302 434		2 302 434	
	3	40 146 851	43 655 200	38 121 672	10 041 078	42 016 223	
<b>Charges</b>	4	31 656 863	34 056 064	33 171 261	10 673 504	37 698 238	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	8 489 988	9 599 136	4 950 411	(632 426)	4 317 985	
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 847 923 ) (	9 081 700 ) (	2 302 434 ) (	) (	2 302 434 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	2 642 065	517 436	2 647 977	(632 426)	2 015 551	
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>							
Amortissement des immobilisations	8	4 560 527	4 562 664	4 817 463	1 206 366	6 014 457	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9						
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 866 485 ) (	4 776 100 ) (	5 404 266 ) (	310 725 ) (	5 705 619 )	
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	137 419 ) (	619 756 ) (	958 762 ) (	29 905 ) (	988 667 )	
Excédent (déficit) accumulé	12	349 472	(324 000)	(139 314)	85 410	(53 904)	
Autres éléments de conciliation	13	19 522	20 000	1 171 548	8 119	1 725 667	
	14	(74 383)	(1 137 192)	32 669	959 265	991 934	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	2 567 682	(619 756)	2 680 646	326 839	3 007 485	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011	2012	2011
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Débiteurs	1	7 566 544	6 999 759	8 238 504
Autres	2	9 658 447	3 282 693	5 828 613
	3	17 224 991	10 282 452	14 067 117
<b>Passifs</b>				
Dette à long terme	4	45 911 386	45 359 574	49 287 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	77 786	174 994	502 229
Autres	6	15 895 326	8 991 675	10 211 883
	7	61 884 498	54 526 243	60 001 214
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(44 659 507)	(44 243 791)	(45 934 097)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	9	106 797 078	110 556 257	131 367 612
Autres	10	356 198	1 131 714	1 201 353
	11	107 153 276	111 687 971	132 568 965
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	4 607 542	4 648 742	6 169 506
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	3 637 910	3 714 237	4 484 575
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	15	(6 572 879)	(5 985 540)	(5 890 879)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	60 821 196	65 066 741	81 950 568
	17	62 493 769	67 444 180	86 634 868

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
- Éventualités	18	125 000	125 000
- Fonds de roulement	19	500 000	920 000
- Informatique et Bâtiments	20	300 000	577 000
- Équipements de parcs	21	800 000	800 000
- Poursuites et Pyrites	22	309 531	32 882
- Infrastructure	23	329 761	350 000
- Réfection des routes	24	700 843	200 842
- Élection	25	120 000	40 000
- Remboursement de la dette	26	260 000	102 100
	27	3 445 135	3 147 824
<b>Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés</b>			
	28		531 407
	29	3 445 135	3 679 231
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	30	111 135	282 455
	31	928 305	548 868
	32	4 484 575	4 510 554

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Total consolidé</u>
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	28 242 799	28 886 100	29 631 227	29 631 227
Compensations tenant lieu de taxes	2	622 795	655 500	683 073	683 073
Quotes-parts	3				264 790
Transferts	4	1 001 210	1 239 300	2 244 539	3 244 671
Services rendus	5	1 610 704	1 538 900	1 732 508	3 587 035
Autres	6	2 821 420	2 253 700	1 527 891	2 302 993
	7	34 298 928	34 573 500	35 819 238	39 713 789
<b>Investissement</b>					
Taxes	8	2 178 191			
Quotes-parts	9				
Transferts	10		1 490 700	906 388	906 388
Autres	11	3 669 732	7 591 000	1 396 046	1 396 046
	12	5 847 923	9 081 700	2 302 434	2 302 434
	13	40 146 851	43 655 200	38 121 672	42 016 223

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	231 934	221 716		221 716	144 481
Autres	2	4 056 417	4 587 763	98 888	4 686 651	4 590 866
Sécurité publique						
Police	3	3 457 110	3 148 312	125 744	3 274 056	3 848 499
Sécurité incendie	4	2 172 422	2 164 786	101 844	2 266 630	2 016 756
Autres	5	315 183	323 585	14 537	338 122	279 353
Transport						
Réseau routier	6	3 159 422	3 518 633	2 098 485	5 617 118	5 578 607
Transport collectif	7	1 856 175	1 303 127	553	1 303 680	3 774 419
Autres	8				112 821	553
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	3 373 400	3 450 591	1 538 371	4 988 962	5 447 796
Matières résiduelles	10	2 410 995	1 831 998	142 750	1 974 748	1 695 371
Autres	11		19 505	20 181	39 686	75 931
Santé et bien-être	12	2 280	1 641		1 641	1 840
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	724 670	607 809	38 105	645 914	666 850
Promotion et développement économique	14	402 912	359 126	78 364	437 490	274 156
Autres	15			35 950	35 950	34 595
Loisirs et culture	16	5 434 680	4 886 003	523 691	5 409 694	4 720 602
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 895 800	1 929 203		1 929 203	2 072 868
Amortissement des immobilisations	19	4 562 664	4 817 463	( 4 817 463 )		
	20	34 056 064	33 171 261		33 171 261	35 223 543

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3